



**REPONSE D'ENI G&P FRANCE A LA CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-014 DU 30 JUILLET 2020
RELATIVE A UNE PROPOSITION DE MODIFICATION DE L'ACCORD CADRE ARENH**

La consultation de la CRE sur le contrat ARENH appelle les remarques suivantes de la part d'Eni Gas & Power France.

- La clause de force majeure actuellement présente dans le contrat ARENH permet d'équilibrer les relations entre EDF et les fournisseurs alternatifs dans la mesure où EDF bénéficie d'une disposition législative permettant le cas échéant de suspendre ou de réduire les volumes cédés dans le cadre du dispositif ARENH. EDF dispose également de la possibilité de moduler sa production en fonction de l'évolution de ses besoins, notamment de la consommation de son portefeuille de clients.
- La rédaction actuelle de cette clause pourrait être améliorée afin d'en faciliter la mise en œuvre opérationnelle et de donner la possibilité, comme cela est possible pour EDF à travers les dispositions législatives, de réduire les volumes livrés sans pour autant suspendre le contrat.
- Le remplacement de la clause du contrat par une clause renvoyant au Code Civil n'est pas neutre et conduit à un déséquilibre des relations entre les parties au contrat. D'une part, EDF continue de bénéficier des dispositions prévues par le Code de l'énergie. D'autre part, les dispositions présentes dans le Code Civil ne sont pas identiques à celles du contrat ARENH, et seront beaucoup plus difficiles à utiliser, le cas échéant, par les fournisseurs alternatifs. En effet, le contrat ARENH n'est pas un contrat classique librement négocié entre deux parties. Il s'agit d'un contrat réglementé reposant sur une obligation imposée à EDF de mettre à disposition des fournisseurs alternatifs une partie de sa production nucléaire. EDF n'a jamais caché son opposition et sa volonté de mettre fin ou réduire la portée de ce dispositif. Dans ces conditions, les fournisseurs alternatifs n'ont aucun pouvoir de négociation avec EDF et sont totalement à la merci de ce dernier, y compris en cas de difficultés exceptionnelles et structurantes.
- La CRE devra clairement préciser que les modifications éventuelles apportées au contrat ARENH n'auront aucune portée rétroactive et s'appliqueront uniquement à compter de la date de publication du nouveau contrat.